

# **ODIVEA**

**Société d'économie mixte à opération unique  
Au capital de 2.000.000 euros  
Siège social : 40, avenue du Drapeau – 21000 DIJON  
Société en cours d'immatriculation au RCS de DIJON**

## **PACTE D'ACTIONNAIRES**

**ENTRE LES SOUSSIGNES:**

**DIJON METROPOLE**

Sis 40, Avenue du Drapeau – CS 17510 – 21075 DIJON Cedex, représentée par son Président en exercice Monsieur FRANCOIS REBSAMEN

Habilité par délibération du conseil métropolitain en date du 20 décembre 2018

**D'UNE PART**

**ET**

SUEZ Eau France

Société au capital de 422.224.040 euros,  
immatriculée au R.C.S de Nanterre sous le numéro 410 034 607,  
ayant son siège social 16 place de l'Iris, Tour CB 21 – 92040 Paris La Défense Cedex,  
représentée par Massimiliano PELLEGRINI, en sa qualité de Directeur général délégué,

**D'AUTRE PART**

**CI-APRES ET ENSEMBLE LES ACTIONNAIRES**

## TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 - DEFINITIONS .....	6
ARTICLE 2 - OBJET DU PACTE.....	6
ARTICLE 3 - ENGAGEMENTS DES PARTIES .....	6
3.1. Engagements des Parties.....	6
3.2. Engagements de DIJON METROPOLE.....	7
3.3. Engagements de SUEZ Eau France .....	7
3.4 Clause de non-dilution.....	7
3.5. Compte d'exploitation prévisionnel.....	7
ARTICLE 4 - FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION .....	8
4.1 Composition .....	8
4.3 Décisions prises par le conseil d'administration .....	9
ARTICLE 5 - DIRECTION GENERALE DE LA SOCIETE.....	9
ARTICLE 6 - FINANCEMENT.....	10
ARTICLE 7 - OBJECTIF DE RENTABILITE DES FONDS PROPRES .....	10
ARTICLE 8 - AFFECTATION DES RESULTATS ET DISTRIBUTION DE DIVIDENDES .....	12
ARTICLE 9 - PRINCIPES CONCERNANT LE TRANSFERT DES TITRES .....	13
ARTICLE 10 - DROIT D'AUDIT DE DIJON METROPOLE.....	13
ARTICLE 11 - ADHESION AU PACTE.....	13
ARTICLE 12 - CLAUSE DE RENDEZ-VOUS.....	14
ARTICLE 13 - DUREE DU PACTE.....	14
ARTICLE 14 - GESTIONNAIRE DU PACTE d'actionnaires .....	14
ARTICLE 15 - EXECUTION ET INDIVISIBILITE DU PACTE .....	15
ARTICLE 16 - FORCE OBLIGATOIRE .....	15
ARTICLE 17 - CONCILIATION .....	15
ARTICLE 18 - LOI APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE.....	16
ARTICLE 19 - LISTE DES ANNEXES .....	16
ARTICLE 20 - NOTIFICATION ET ELECTION DE DOMICILE .....	16

## **IL A PREALABLEMENT ETE EXPOSE CE QUI SUI**

DIJON METROPOLE est un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (ci-après « **EPCI** ») à fiscalité propre relevant de la catégorie des métropoles et créé par le décret n°2017-635 du 25 avril 2017 publié au Journal Officiel le 27 avril 2017.

DIJON METROPOLE exerce la compétence assainissement et la compétence eau potable sur l'ensemble de son territoire qui regroupe 24 communes.

Les communes situées dans le périmètre du nouveau contrat sont celles dont le contrat arrive à échéance au 1er avril 2021 :

- Eau : Ahuy, Daix, Fontaine-lès-Dijon, Hauteville-lès-Dijon, Saint-Apollinaire, Talant, Dijon, Plombières-lès-Dijon, Corcelles-les-Monts et Flavignerot :
- Assainissement : Ahuy, Chenôve, Daix, Fontaine-lès-Dijon, Hauteville-lès-Dijon, Longvic, Marsannay-la-Côte, Ouges, Perrigny-lès-Dijon, Talant, Dijon, Plombières-lès-Dijon, Corcelles-les-Monts.

Par délibération du 20 décembre 2018, le Conseil Métropolitain a approuvé le principe de la concession de service public pour le renouvellement des délégations de services publics d'eau potable et assainissement des communes suivantes :

- Eau potable : Ahuy, Daix, Fontaine-lès-Dijon, Hauteville-lès-Dijon, Saint-Apollinaire, Talant, Dijon, Plombières-lès-Dijon, Corcelles-les-Monts et Flavignerot :
- Assainissement : Ahuy, Chenôve, Daix, Fontaine-lès-Dijon, Hauteville-lès-Dijon, Longvic, Marsannay-la-Côte, Ouges, Perrigny-lès-Dijon, Talant, Dijon, Plombières-lès-Dijon, Corcelles-les-Monts.

et de la création d'une société d'économie mixte à opération unique (ci-après « **SEMOP** ») pour l'exécution du contrat de conformément aux dispositions de l'article L.1541-1 du CGCT.

A l'issue de la procédure de mise en concurrence, initiée par un avis d'appel public à la concurrence publié le 10 janvier 2019, le candidat SUEZ Eau France a été retenu.

En conséquence, SUEZ Eau France et DIJON METROPOLE (ci-après et ensemble les « **Actionnaires** ») ont créé une SEMOP, sous la dénomination sociale Odivéa, (ci- après, la « **Société** ») et ont adopté les statuts établis ci-après (ci-après, les « **Statuts** »).

Conformément à l'article L. 1541-1 du CGCT, la Société a pour objet unique l'exécution du Contrat de concession de service public pour l'exploitation des services publics de l'eau potable et de l'assainissement sur une partie du territoire de la Dijon Métropole, conclu entre la Métropole et la Société (ci-après le « **Contrat** »).

A la date de signature des présentes, le capital et les droits de vote de la Société sont répartis comme suit :

Associés	Nombre d'actions	Quote-part du capital et des droits de vote
DIJON METROPOLE	980	49%
SUEZ Eau France	1.020	51%
<b>Total</b>	<b>2.000</b>	<b>100 %</b>

A l'occasion de la constitution de la Société, les Actionnaires sont convenus de conclure le présent pacte d'Actionnaires (ci-après, le « **Pacte** ») afin de définir les règles essentielles qu'ils entendent voir appliquer à la Société, en complément de celles prévues dans les statuts de la Société, tels que figurant en Annexe, ci-jointe (ci-après, les « **Statuts** »).

Chacune des Parties déclare et garantit :

- qu'elle a pleine et entière capacité pour conclure le présent pacte et exécuter l'ensemble de ses dispositions ;
- qu'elle est en situation régulière au regard de la loi française eu égard à son statut et que son représentant légal a tous pouvoirs et qualités pour signer et exécuter le présent pacte ;
- que la Société agira selon toutes procédures légales ou réglementaires qui lui seront applicables.

**CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :**

## TITRE I – OBJET ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

---

### **ARTICLE 1 - DEFINITIONS**

Les parties conviennent que les termes utilisés en majuscule au présent pacte ont le sens qui leur est donné au présent article, et à défaut, aux Statuts.

« **TRI** » : ou taux de rentabilité interne : désigne le taux d'actualisation qui annule la valeur actuelle nette de la chronique des flux financiers relatifs à un investissement initial suivi de flux de trésorerie positifs composés des dividendes et des produits des cessions d'actifs versés aux Actionnaires diminués des apports complémentaires des Actionnaires en cours de vie de l'investissement initial.

### **ARTICLE 2 - OBJET DU PACTE**

L'objet du Pacte est de définir les règles applicables dans les relations entre les Actionnaires et les règles essentielles que les Actionnaires entendent voir appliquer à la Société. Ainsi, le Pacte fixe les objectifs poursuivis par les Parties et leurs engagements respectifs. Il organise la gouvernance de la Société, , détermine les modalités de rémunération des capitaux investis et arrête les modalités de transmission et de liquidité des titres de la Société.

### **ARTICLE 3 - ENGAGEMENTS DES PARTIES**

#### **3.1. Engagements des Parties**

Les Parties s'engagent à se comporter l'une envers l'autre comme des partenaires loyaux et de bonne foi et à exécuter toutes les conventions stipulées au Pacte dans cet esprit. Elles conviennent que ce Pacte a pour elles une force obligatoire. Il s'applique à elles quel que soit le montant de leur participation au capital.

Les Parties s'engagent expressément à respecter au sein des organes compétents de la Société, toutes les stipulations du Pacte et à ne pas y voter ou y faire voter toute décision qui serait contraire aux stipulations du Pacte et de concevoir ou modifier les Statuts si nécessaire.

Les Parties s'engagent également chacune pour ce qui la concerne, à prendre toutes dispositions, à faire toutes les démarches, à obtenir toutes les autorisations requises, à signer tous les actes et de manière générale à faire tout ce qui sera nécessaire à tout moment avec la diligence requise pour donner plein effet aux stipulations du Pacte.

Les Parties s'obligent à exécuter de bonne foi les stipulations du présent Pacte qui expriment l'intégralité de l'accord conclu entre elles en s'interdisant de leur opposer toutes stipulations contraires ou déroatoires pouvant résulter d'actes ou de conventions antérieures.

### **3.2. Engagements de DIJON METROPOLE**

DIJON METROPOLE s'engage à souscrire QUARANTE NEUF (49) % du capital social de la Société par un apport en numéraire de 980.000 (neuf cents quatre-vingt-mille) euros.

### **3.3. Engagements de SUEZ Eau France**

SUEZ Eau France s'engage à souscrire CINQUANTE-ET-UN (51) % du capital social de la Société par un apport en numéraire de 1.020.000 (un million vingt mille) euros.

### **3.4 Clause de non-dilution**

Chacun des Associés fera en sorte qu'à l'occasion de toute émission d'actions nouvelles, les Associés disposent d'un droit préférentiel de souscription leur permettant, en cas d'émission d'actions nouvelles de souscrire s'ils souhaitent un nombre d'actions proportionnel au nombre d'actions qu'il détenait avant cette émission.

### **3.5. Compte d'exploitation prévisionnel**

Les Parties ont décidé de constituer la Société au vu du Compte d'exploitation prévisionnel annexé au Contrat.

Ce Compte d'exploitation prévisionnel est un élément essentiel et constitutif du présent Pacte, sans lequel l'adhésion des Parties au présent Pacte et la constitution de la Société n'auraient pu être effectuée et devra faire l'objet d'une actualisation annuelle.

Le montage financier peut être résumé de façon synthétique comme suit. Le financement de la Société est assuré :

- Par des ressources d'autofinancement,
- Par des fonds propres sous forme de capital social à hauteur de 2.000.000 (deux millions) €, libérés selon les modalités suivantes :
- Le capital social sera libéré pour moitié à la création de la SEMOP ; et le solde dans les cinq (5) ans conformément aux dispositions applicables.
- Une garantie de SUEZ Eau France couvrant la totalité de la dette bancaire de la SEMOP. Cette garantie est apportée moyennant une rémunération annuelle égale à 0,65%/an de l'encours et supportée directement par la SEMOP.

## TITRE II – GOUVERNANCE

---

### **ARTICLE 4 - FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

#### **4.1 Composition**

La Société est administrée par le Conseil d'administration composé comme indiqué à l'article 12.1 des Statuts.

Les parties conviennent que les représentants de la Dijon Métropole au Conseil d'administration représentent la Métropole en tant qu'actionnaire de la SEMOP, et que les décisions et orientations prises par la Dijon Métropole en tant qu'autorité déléguante au titre de l'article 91.1 du Contrat ne sont pas incluses dans les missions desdits représentants.

Les Actionnaires s'engagent à ce que le Conseil d'administration soit à tout moment composé conformément aux stipulations du présent article. En particulier, si un Actionnaire souhaite révoquer et remplacer un administrateur dont il a proposé la désignation, les autres Actionnaires s'engagent, à la demande de l'Actionnaire concerné, à voter, le cas échéant, en faveur de toute résolution des actionnaires ayant pour objet la révocation dudit administrateur ainsi que la nomination du remplaçant désigné.

De même, en cas de vacance d'un siège au Conseil d'administration, par démission ou décès, le Conseil d'administration peut, entre deux assemblées générales, procéder à des nominations à titre provisoire.

Lorsque le nombre des administrateurs est devenu inférieur au minimum légal, les administrateurs restants doivent convoquer immédiatement l'Assemblée générale ordinaire en vue de compléter l'effectif du Conseil.

#### **4.2 Réunion**

Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'activité de la Société l'exige et au minimum trois fois par an sur convocation de son Président selon les règles prévues dans les Statuts sur les points suivants :

- au cours du deuxième trimestre, pour arrêter les choix de gestion sur les comptes de l'exercice écoulé (rapport de gestion, répartition et affectation des résultats..) ;
- au plus tard au début du quatrième trimestre, pour évaluer la qualité de la réalisation de l'objet social, la stratégie et les moyens mis en œuvre. Ces rendez-vous seront l'occasion de

redéfinir ou d'adapter le Compte d'exploitation prévisionnel, dans le respect de l'objet unique de la Société ;

- en fin d'année, afin de présenter le budget prévisionnel, définir les objectifs de la Société pour l'année à venir et de présenter les résultats probables de l'année en cours.

Les Parties s'engagent à ce que le rythme des séances du Conseil d'administration soit directement lié à l'activité opérationnelle de la Société et aux décisions à prendre en vue d'assurer une parfaite connaissance et une totale transparence auprès des Actionnaires, avec notamment un suivi régulier du budget de la Société.

#### **4.3 Décisions prises par le conseil d'administration**

En application de l'article 12.7 des Statuts, les décisions du Conseil d'administration sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés, à l'exception des Décisions Qualifiées.

### **ARTICLE 5 - DIRECTION GENERALE DE LA SOCIETE**

Les Actionnaires conviennent que la direction de la Société est assumée, sous sa responsabilité, par le Directeur général.

Le Directeur Général est nommé par le Conseil d'administration sur proposition de l'ensemble des Actionnaires.

Le Directeur Général agit au nom de la Société sous réserve des limites prévues par la loi, les Statuts et les stipulations du Pacte.

## TITRE III - REMUNERATION DES CAPITAUX INVESTIS ET DISTRIBUTION DES DIVIDENDES

---

### **ARTICLE 6 - FINANCEMENT**

Les Actionnaires affirment leur volonté de maintenir à la Société un niveau de fonds propres et/ou quasi-fonds propres (apports en capital et en compte courant) en rapport avec son volume d'activité et avec les risques pris, en vue de permettre son développement futur dans la limite de son objet social et la rémunération de ses Actionnaires.

Les Actionnaires se concerteront et négocieront de bonne foi afin de déterminer les modalités financières, juridiques et fiscales les plus adaptées au financement de la Société par le biais de fonds propres et/ou quasi-fonds propres et de concours externes, étant précisé que :

- chaque Actionnaire pourra contribuer au financement par l'intermédiaire d'avances en compte-courant d'actionnaires, sous réserve des dispositions légales et réglementaires applicables à chaque Partie, des stipulations des Statuts, du Pacte et en particulier des stipulations de l'article 8 ci-dessous ;
- les Actionnaires rechercheront des conditions de financement conformes aux pratiques de marché et la Société veillera à consulter plusieurs établissements bancaires afin d'obtenir les meilleures conditions de financement.

Les Parties s'engagent à discuter de bonne foi les modalités de financement complémentaire éventuel aux fins de financement du projet.

Toute sortie définitive d'un Actionnaire du capital social entraînera automatiquement l'obligation pour l'Actionnaire s'étant porté acquéreur des Actions de ce dernier, de procéder au rachat, concomitamment aux Actions acquises des sommes mises à disposition au titre de ces avances en compte courant. La Société pourra également, à son seul choix, décider de rembourser par anticipation la totalité de l'avance en compte-courant de l'Actionnaire cédant la totalité de ses Actions.

### **ARTICLE 7 - OBJECTIF DE RENTABILITE DES FONDS PROPRES**

Les Parties rappellent leur volonté de tout mettre en œuvre afin que la Société dégage des résultats financiers lui permettant, d'une part, d'asseoir sa pérennité en constituant des réserves pour servir à

son développement ainsi qu'à la qualité des services publics, et d'autre part, d'assurer une rentabilité aux capitaux investis.

Les Actionnaires se sont fixés un objectif de performance économique de la Société, correspondant à une rentabilité d'exploitation et une politique de rémunération correspondant à celles attendues par un investisseur avisé d'intérêt général. Dans ce cadre, l'objectif des Actionnaires est que l'activité de la Société puisse leur assurer un TRI tel que prévu au Compte d'exploitation prévisionnel.

## **ARTICLE 8 - AFFECTATION DES RESULTATS ET DISTRIBUTION DE DIVIDENDES**

Après constitution des réserves légales et des réserves permettant à la Société d'assurer le service de sa dette, l'exploitation normale et les investissements nécessaires au développement de la Société, les Actionnaires s'engagent à procéder au versement de dividendes.

En tout état de cause, les Actionnaires s'engagent à approuver chaque année en Assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Société, une distribution de dividendes :

- si la trésorerie de la Société constatée lors de la clôture de son exercice comptable le permet,
- sans pouvoir être inférieur à 90% du résultat distribuable de la Société diminués des besoins en fonds propres identifiés dans le Compte d'exploitation prévisionnel de la Société.

Sous les réserves ci-dessus, les Actionnaires s'efforceront chaque année de distribuer une partie du bénéfice net.

SUEZ Eau France s'engage à indemniser la SEMOP à hauteur du montant des pénalités qui seraient infligées à la SEMOP par Dijon métropole dans le cadre de l'exécution du Contrat,

dès lors que lesdites pénalités sont liées à un manquement ou une négligence dans l'exécution opérationnelle du Contrat par l'Actionnaire Opérateur Economique et que ce manquement ou cette négligence ne résulte pas d'un vote des administrateurs nommés par Dijon métropole au sein du Conseil d'Administration de la SEMOP ou d'un vote du représentant de Dijon métropole en Assemblée Générale.

Cette indemnisation interviendra dans un délai maximum de 12 mois à compter de l'envoi par la SEMOP à SUEZ Eau France des justificatifs de paiement des pénalités (ex : titre de recette acquitté).

Enfin, dans l'hypothèse où les Parties constateraient que des travaux de remédiation sont nécessaires afin d'atteindre les objectifs de performance inscrits au Contrat, les Parties s'engagent, dans la mesure du possible, à limiter le versement de dividendes éventuels et à les mettre en réserve de façon à permettre la réalisation de ces travaux.

## TITRE IV : TRANSFERT DES TITRES

---

### **ARTICLE 9 - PRINCIPES CONCERNANT LE TRANSFERT DES TITRES**

Les transferts d'Actions interviendront selon les conditions fixées à l'article 10 des Statuts et dans le respect des présentes stipulations.

Dans l'hypothèse où la disposition statutaire d'inaliénabilité prévue à l'article 10.4 des Statuts ne pourrait produire ses effets pour une quelconque raison, les Parties s'engagent à ne pas aliéner leurs Actions pour une durée égale à celle stipulée dans ledit article. Cet engagement constituant un engagement sous condition suspensive, il produira ses effets rétroactivement au jour de la signature du Pacte.

En application de l'article L. 228-23 du Code de commerce, toute Cession d'Actions de la Société, effectué en violation du principe d'inaliénabilité, du droit de préemption ou de la procédure d'agrément prévue par les Statuts de la Société sera nulle et de nul effet.

### **ARTICLE 10 - DROIT D'AUDIT DE DIJON METROPOLE**

Dijon Métropole pourra chaque année, avant l'arrêté des comptes sociaux de l'exercice écoulé, diligenter un audit portant sur l'exploitation et la situation de la Société. Cet audit portera sur toute question d'ordre comptable, juridique, fiscal, social et financier précisée dans la demande qui sera adressée au Directeur Général de la Société, au moins un mois avant le début de l'audit. La SEMOP mettra à la disposition des experts désignés pour effectuer cet audit, tous documents nécessaires à leur mission.

Les frais de cet audit seront supportés par la SEMOP dans la limite de 20.000 €HT/an.

### **ARTICLE 11 - ADHESION AU PACTE**

Tout cessionnaire de titres de la Société, non signataire du présent Pacte ou toute personne non signataire du présent Pacte souscrivant à une augmentation de capital ou à une émission de valeurs mobilières donnant accès au capital est tenu au préalable d'adhérer au Pacte par voie d'engagement écrit.

Pour le cas où une Partie déciderait de la Cession d'une ou plusieurs de ses Actions à un tiers, elle s'engage à faire adhérer ledit tiers au Pacte au plus tard lors de la réalisation de la Cession.

Pour ce faire, les Parties donnent mandat irrévocable à la Société pour recueillir ladite adhésion, après vérification que les procédures prévues au Pacte et dans les Statuts ont bien été respectées.

En conséquence, la simple signature par la Société d'un exemplaire du Pacte également signé par l'entité devant adhérer au Pacte (la « Nouvelle Partie ») vaudra signature par l'ensemble des Parties.

La Nouvelle Partie deviendra de ce fait une Partie pour les besoins du Pacte et le Pacte liera et bénéficiera à la Nouvelle Partie.

Une copie du Pacte ainsi modifié sera alors notifiée à chacune des Parties par la Société.

Faute pour la Partie à l'origine de la Cession d'Actions au profit d'un tiers d'avoir obtenu l'adhésion du tiers au Pacte préalablement à la réalisation de la Cession, les Parties donnent irrévocablement instruction à la Société de ne pas inscrire la Cession des Actions audit tiers dans le registre des mouvements de titres et les comptes individuels d'associés de la Société, jusqu'à ce que l'adhésion du tiers ait été recueillie.

## **TITRE V : DISPOSITIONS GENERALES**

---

### **ARTICLE 12 - CLAUSE DE RENDEZ-VOUS**

Les Actionnaires conviennent de se rencontrer périodiquement dans le cadre de réunions organisées au moins tous les deux (2) ans en vue d'évaluer la qualité de la réalisation de l'objet social, la stratégie de la Société et les moyens mis en œuvre.

Ces rendez-vous seront l'occasion de redéfinir ou d'adapter ces fondamentaux et de convenir au plus tard un (1) an avant l'expiration du Pacte des modalités éventuelles de prorogation de ses termes et conditions.

### **ARTICLE 13 - DUREE DU PACTE**

Le présent Pacte prendra effet à la date de sa signature par l'ensemble des Actionnaires.

Il est conclu pour une durée égale à celle de la Société.

Il pourra faire l'objet d'avenants qui devront être signés par toutes les Parties concernées.

Par exception à ce qui précède, tout Actionnaire cessera de plein droit de bénéficier et d'être lié par les stipulations du présent Pacte à compter du jour où ledit Actionnaire aura procédé à la Cession de la totalité de ses titres, le Pacte continuant dans ce dernier cas à s'appliquer aux autres Parties. Il est également entendu que le Pacte continuera à produire ses effets à l'égard de toute Partie qui n'aurait pas exécuté toutes ses obligations à la date de résiliation du Pacte ou à la date à laquelle elle aura cessé d'être titulaire de toute Action.

### **ARTICLE 14 - GESTIONNAIRE DU PACTE D'ACTIONNAIRES**

Les Parties désignent la Société et se portent fort de ce que la Société lors de son immatriculation acceptera en qualité de gestionnaire du Pacte avec pour mission d'assurer le respect des stipulations du présent Pacte par les Parties. A ce titre, notamment, la Société aura l'obligation de refuser de transcrire tout Transfert qui n'aura pas été réalisé conformément aux stipulations des présentes. La

Société communiquera à toute Partie, sur première demande de sa part, une liste à jour des Actionnaires.

## **ARTICLE 15 - EXECUTION ET INDIVISIBILITE DU PACTE**

Le fait que le bénéficiaire d'une clause quelconque n'en exige pas son application, ne pourra être considéré comme une renonciation ni à ladite clause ni aux autres clauses du Pacte.

L'ensemble des dispositions du Pacte constitue l'intégralité de l'accord entre les Parties eu égard à son objet et remplacent et annulent toute négociation, engagement, communication, acceptation, entente ou accord préalables entre les Parties et relatifs aux dispositions auxquelles le Pacte s'applique ou qu'il prévoit.

Le Pacte forme par ailleurs un tout indivisible. Cependant, si l'une quelconque des stipulations du Pacte ou si l'application du Pacte dans certaines circonstances était considérée comme non opposable, nulle ou illicite, cette clause serait considérée comme non écrite ou non applicable dans ladite circonstance et les autres dispositions du Pacte n'en seraient pas affectées. Les Parties devront engager de bonne foi des négociations afin de remplacer la clause inapplicable par des dispositions applicables, valides ou licites qui auront un effet identique ou aussi proche que possible.

## **ARTICLE 16 - FORCE OBLIGATOIRE**

En cas de conflit entre les stipulations du Pacte et celles des Statuts, les stipulations du Pacte prévaudront entre les Parties. Dans cette hypothèse, les Parties s'engagent à modifier les Statuts pour les mettre en conformité avec les stipulations du Pacte. Les Parties conviennent que pour le cas où certaines stipulations du Pacte seraient contradictoires ou incompatibles avec les Statuts, les Parties devront prendre les mesures nécessaires pour faire prévaloir les procédures prévues aux termes du présent Pacte.

## **ARTICLE 17 - CONCILIATION**

Le présent Pacte est régi par le droit français.

Il est institué entre les Parties un Comité de règlement des litiges et des situations de blocage composé d'un représentant de la direction générale de chacune des Parties et ayant pour objet de mettre fin de manière amiable à tout litige pouvant survenir entre les Parties quant à l'interprétation, l'exécution ou la validité du Pacte (ci-après « **le Comité de règlement des litiges** »).

En cas de litige, ce Comité devra être saisi avant toute saisine des tribunaux, par la Partie la plus diligente.

La Partie qui souhaiterait faire application de cette procédure devra le notifier aux autres Parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le Comité de conciliation dispose d'un délai d'un (1) mois à compter de sa saisine pour trouver un accord qui soit accepté par tous ses membres.

### **ARTICLE 18 - LOI APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE**

Tout litige survenant entre les Parties quant à l'interprétation, l'exécution ou la validité du Pacte, qui ne pourrait être réglé par le Comité de règlement des litiges dans le délai susvisé, sera soumis aux tribunaux compétents du ressort de la Cour d'appel de Dijon.

### **ARTICLE 19 - LISTE DES ANNEXES**

Est annexé au Pacte :

- Statuts de la Société

### **ARTICLE 20 - NOTIFICATION ET ELECTION DE DOMICILE**

Sauf convention contraire, toute notification devra être faite par écrit et sera soit remise en main propre, soit adressée par lettre recommandée avec accusé de réception au siège social de la Partie concernée accompagnée de l'envoi d'une copie par un moyen de transmission instantanée, telle la télécopie ou le message électronique.

Pour l'exécution du Pacte et de ses suites, les Parties font élection de domicile en leur siège respectif énoncé en tête des présentes.

<b>Pour DIJON METROPOLE</b>	<b>Pour SUEZ Eau France</b>
Fait à ...	Fait à [ ]
Le ...	Le [ ]

Fait en trois exemplaires à [ ] \_\_\_\_\_, le [ ] \_\_\_\_\_

# **ODIVEA**

**Société d'économie mixte à opération unique  
Au capital de 2.000.000 euros  
Siège social : 40, avenue du Drapeau – 21000 DIJON  
Société en cours d'immatriculation au RCS de DIJON**

## **STATUTS CONSTITUTIFS**

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

**DIJON METROPOLE**

Sis 40, Avenue du Drapeau – CS 17510 – 21075 DIJON Cedex, représentée par son Président en exercice  
Monsieur FRANCOIS REBSAMEN

Habilité par délibération du conseil métropolitain en date du 20 décembre 2018

D'UNE PART

**ET**

**SUEZ Eau France,**

Société par actions simplifiée au capital de 422.224.040 euros,  
Immatriculée au R.C.S de Nanterre sous le numéro 410 034 607,  
Ayant son siège social 16 place de l'Iris, Tour CB 21 – 92040 Paris La Défense Cedex,  
Représentée par Massimiliano PELLEGRINI, en sa qualité de Directeur général délégué,

D'AUTRE PART

**CI-APRES ET ENSEMBLE LES ACTIONNAIRES**

## TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 -	DEFINITIONS .....	6
ARTICLE 2 -	DENOMINATION .....	7
ARTICLE 3 -	FORME .....	7
ARTICLE 4 -	OBJET .....	8
ARTICLE 5 -	SIEGE SOCIAL .....	8
ARTICLE 6 -	DUREE.....	8
ARTICLE 7 -	APPORTS – CAPITAL SOCIAL .....	9
7.1	Capital social.....	9
7.2	Apports en numéraire .....	9
7.3	Modifications du capital social .....	9
ARTICLE 8 -	FORME LIBERATION ET INDIVISIBILITE DES ACTIONS.....	10
8.1	Forme .....	10
8.2	Libération des Actions .....	10
8.3	Indivisibilité des actions, nue-propriété, usufruit .....	10
ARTICLE 9 -	DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS .....	11
ARTICLE 10 -	TRANSMISSION DES ACTIONS .....	11
10.1	Dispositions générales.....	11
10.3	Conséquences de la Cession.....	12
10.4	Inaliénabilité / Non cession .....	13
10.5	Cession libre .....	13
10.6	Augmentation de capital .....	13
10.7	Agrément.....	13
10.8	Droit de préemption.....	15
ARTICLE 11 -	COMPTEs COURANTS .....	16
ARTICLE 12 -	CONSEIL D'ADMINISTRATION.....	16
12.1.	Composition du Conseil d'administration .....	16
12.2.	Conditions requises pour accéder au Conseil d'administration.....	17
12.3	Modalités de désignation des administrateurs.....	17
12.4	Dispositions applicables aux administrateurs représentants de Dijon Métropole ...	18
12.5	Dispositions applicables aux administrateurs représentant SUEZ Eau France .....	18
12.6	Délibération du Conseil d'administration .....	18
12.7	Règles de majorité relatives aux décisions prises par le Conseil d'Administration ..	19
ARTICLE 13 -	PRESIDENCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION .....	20
ARTICLE 14 -	POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.....	20
ARTICLE 15 -	DIRECTION GENERALE .....	21

ARTICLE 16 - GENERAL	CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET UN ADMINISTRATEUR OU UN DIRECTEUR .....	21
ARTICLE 17 -	COMMISSAIRE AUX COMPTES.....	22
ARTICLE 18 -	ASSEMBLEES GENERALES .....	22
18.1.	Convocation.....	22
18.2	Présidence de séance .....	22
18.3	Participation des Actionnaires aux décisions .....	23
18.4	Procès-verbal.....	23
18.5	Décisions collectives ordinaires.....	24
18.6	Décisions collectives extraordinaires .....	24
ARTICLE 19 -	EXERCICE SOCIAL .....	24
ARTICLE 20 -	INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS.....	24
ARTICLE 21 -	AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES.....	25
ARTICLE 22 -	PAIEMENT DES DIVIDENDES.....	25
ARTICLE 23 -	CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL.....	26
ARTICLE 24 -	TRANSFORMATION DE LA SOCIETE .....	26
ARTICLE 25 -	DISSOLUTION - LIQUIDATION .....	26
ARTICLE 26 -	CONTESTATIONS.....	27
ARTICLE 27 - FORMATION	ACTES ACCOMPLIS OU A ACCOMPLIR POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN .....	27
ARTICLE 28 -	DESIGNATION DU PREMIER COMMISSAIRE AUX COMPTES .....	27
ARTICLE 29 -	DESIGNATION DES PREMIERS ADMINISTRATEURS .....	27
ARTICLE 30 -	DESIGNATION DU DIRECTEUR GENERAL .....	28
ARTICLE 31 -	FRAIS.....	28
ARTICLE 32 -	POUVOIRS - PUBLICITÉ .....	28
ARTICLE 33 -	LISTE DES ANNEXES .....	29

## **IL A PREALABLEMENT ETE EXPOSE CE QUI SUIT**

DIJON METROPOLE est un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (ci-après « EPCI ») à fiscalité propre relevant de la catégorie des métropoles créé par le décret n°2017-635 du 25 avril 2017 publié au Journal Officiel le 27 avril 2017.

DIJON METROPOLE exerce la compétence assainissement et la compétence eau potable sur l'ensemble de son territoire qui regroupe 24 communes.

Les communes situées dans le périmètre du nouveau contrat sont celles dont le contrat arrive à échéance au 1er avril 2021 :

- Eau : Ahuy, Daix, Fontaine-lès-Dijon, Hauteville-lès-Dijon, Saint-Apollinaire, Talant, Dijon, Plombières-lès-Dijon, Corcelles-les-Monts et Flavignerot :
- Assainissement : Ahuy, Chenôve, Daix, Fontaine-lès-Dijon, Hauteville-lès-Dijon, Longvic, Marsannay-la-Côte, Ouges, Perrigny-lès-Dijon, Talant, Dijon, Plombières-lès-Dijon, Corcelles-les-Monts.

Par délibération du 20 décembre 2018, le Conseil Métropolitain a approuvé le principe de la concession de service public pour le renouvellement des délégations de services publics d'eau potable et assainissement des communes suivantes :

- Eau potable : Ahuy, Daix, Fontaine-lès-Dijon, Hauteville-lès-Dijon, Saint-Apollinaire, Talant, Dijon, Plombières-lès-Dijon, Corcelles-les-Monts et Flavignerot :
- Assainissement : Ahuy, Chenôve, Daix, Fontaine-lès-Dijon, Hauteville-lès-Dijon, Longvic, Marsannay-la-Côte, Ouges, Perrigny-lès-Dijon, Talant, Dijon, Plombières-lès-Dijon, Corcelles-les-Monts, et en dernier lieu Flavignerot mais uniquement pour ce qui concerne la prestation annexe Eaux pluviales, comme c'est précisé au projet de contrat.

et de la création d'une société d'économie mixte à opération unique (ci-après « **SEMOP** ») pour l'exécution du contrat de conformément aux dispositions de l'article L.1541-1 du CGCT.

A l'issue de la procédure de mise en concurrence, initiée par un avis d'appel public à la concurrence publié le 10 janvier 2019, le candidat SUEZ Eau France a été retenu.

En conséquence, SUEZ Eau France et DIJON METROPOLE (ci-après et ensemble les « **Actionnaires** ») ont créé une SEMOP, sous la dénomination sociale Odivéa, (ci- après, la « **Société** ») et ont adopté les statuts établis ci-après (ci-après, les « **Statuts** »).

## **ARTICLE 1 - DEFINITIONS**

« **Actions** » les actions ou autres valeurs mobilières émises par la Société donnant accès, à quelque moment que ce soit, par conversion, échange, remboursement, présentation ou exercice d'un bon ou de toute autre manière, à l'attribution de titres représentatifs d'une quotité du capital ou de droits de vote de la Société (y compris l'usufruit ou la nue-propriété d'actions de la Société) ainsi que les droits préférentiels de souscription ou d'attribution détenus à ce jour et susceptibles d'être détenus par un Actionnaire, de même que les options de souscription et d'acquisition d'actions de la Société émises conformément aux dispositions des articles L.255-177 et suivants du Code de commerce, et plus généralement toute valeur visées au chapitre VIII du Titre II du Livre II du Code de Commerce.

« **Actionnaires** » désigne DIJON METROPOLE et SUEZ Eau France en tant que propriétaires d'Actions de la Société, et leurs éventuels successeurs.

« **Affiliés** » est défini à l'égard d'une personne morale comme :

- soit une entité que cette personne contrôle directement ou indirectement,
- soit une entité dont elle est sous le contrôle direct ou indirect,
- soit une entité qui est placée, directement ou indirectement, sous le même contrôle qu'elle ; étant précisé que la notion de contrôle s'entend au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce.

« **Assemblée générale** » désigne l'assemblée générale des Actionnaires de la Société. Elle peut être ordinaire ou extraordinaire.

« **Cession** » désigne : toute mutation, transfert ou cession à caractère gratuit ou onéreux et ce, quel qu'en soit le mode juridique. Ces opérations comprennent notamment et sans que cette énumération soit limitative, la vente publique ou non, l'apport à une offre publique d'achat ou d'échange, l'échange, l'apport en société (en propriété ou en jouissance) y compris à une société en participation, la fusion, la scission, ou toute opération assimilée, la donation, le transfert de nue-propriété ou d'usufruit, le prêt, la location, la constitution d'une garantie ou d'une sûreté, la convention de croupier, etc., de même que les cessions intervenant dans le cadre d'une liquidation de société, d'une liquidation de communauté, d'une constitution fiduciaire, ou encore d'une distribution en nature.

« **Cession Libre** » désigne les Cessions d'Action par un Actionnaire à un de ses Affiliés

« **Compte d'exploitation prévisionnel** » désigne le Compte d'exploitation prévisionnel de la Société tel qu'annexé au Contrat, tel que ce plan pourra être modifié et révisé conformément aux dispositions des Statuts.

« **Contrat** » désigne le contrat de concession de service portant sur l'exploitation des services publics d'assainissement et d'eau potable sur une partie du territoire de Dijon Métropole conclu entre cette dernière et la Société

« **Conseil d'administration** » désigne le conseil d'administration de la Société.

« **Décisions Qualifiées** » désigne les décisions du Conseil d'administration adoptées à la majorité qualifiée conformément aux dispositions de l'article 12.7.

« **Notification** » désigne le terme défini à l'article 10.2 des Statuts.

« **Pacte d'actionnaires** » : désigne le pacte signé entre les Actionnaires de la Société concomitamment aux Statuts, tel qu'il pourra être modifié, amendé ou complété.

« **Président** » désigne le président du Conseil d'administration.

« **Société** » désigne la société créée par les Actionnaires objet des Statuts

« **Statuts** » désigne le présent document.

« **SEMOP** » désigne la Société créée par les Actionnaires objet des Statuts

## **ARTICLE 2 - DENOMINATION**

La dénomination de la Société objet des Statuts est **ODIVEA**.

Tous les actes et documents émanant de la Société doivent mentionner la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots "société d'économie mixte à opération unique" ou des initiales "SEMOP" et de l'énonciation du montant du capital social.

## **ARTICLE 3 - FORME**

Il est formé entre les propriétaires d'Actions ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une SEMOP qui revêt la forme d'une société anonyme au sens de l'article L. 225-1 du Code de commerce et régie par les Statuts ainsi que le livre II du code de commerce, sauf pour les dérogations prévues par les dispositions des articles L.1541-1 et suivants du CGCT et du titre II du livre V de ce même code.

La Société est administrée par un Conseil d'administration conformément aux dispositions de l'article L. 225-17 du Code de commerce.

Elle ne fait pas publiquement appel à l'épargne au sens de l'article L.224-3 du Code de commerce.

## **ARTICLE 4 - OBJET**

Conformément à l'article L. 1541-1 du CGCT, la Société est constituée à titre exclusif pour être le titulaire du Contrat.

Le Contrat a pour objet :

- L'exploitation des ouvrages relatifs au service de l'assainissement et au service de l'eau potable ;
- La gestion technique et financière des abonnés, notamment les interventions techniques, la facturation et le recouvrement ;
- La gestion du patrimoine existant et la réalisation des travaux de renouvellement mis à sa charge, et le cas échéant de travaux neufs dont la surface financière restera accessoire au regard de l'économie du contrat et qui pourrait être de nature à optimiser la qualité des services ;
- La gestion des comptes de tiers ;
- Et toutes prestations annexes aux prestations ci-dessus précisées au Contrat.

D'une manière générale, la Société pourra accomplir toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières ou immobilières se rattachant exclusivement à l'objet social ou susceptible d'en faciliter la réalisation, dans le respect de l'article L. 1541-1 et suivant du CGCT.

## **ARTICLE 5 - SIEGE SOCIAL**

Le siège social de la Société est fixé : **40, avenue du Drapeau – 21000 DIJON.**

Il pourra être transféré dans un autre lieu dans les conditions fixées à l'article L. 225-36 du Code de commerce par décision du Conseil d'administration, en cas de transfert dans le département ou un département limitrophe sous réserve de la ratification par la prochaine Assemblée générale ordinaire et partout ailleurs en vertu d'une délibération de l'Assemblée générale extraordinaire des Actionnaires.

## **ARTICLE 6 - DUREE**

La Société a une durée prévisionnelle allant de son immatriculation au terme du Contrat.

En application de l'article L. 1541-1 du CGCT, la Société sera dissoute de plein droit au terme normal ou anticipé de ce Contrat.

En cas de prolongation de la durée du Contrat, la durée de de la Société sera prolongée d'autant.

## **ARTICLE 7 - APPORTS – CAPITAL SOCIAL**

### **7.1 Capital social**

Le capital social est fixé à 2.000.000 (deux millions) d'euros.

Il est divisé en 2.000 (deux mille) actions de 1.000 (mille) euros chacune, de même catégorie, entièrement souscrit.

### **7.2 Apports en numéraire**

Les Actionnaires apportent à la Société 2.000.000 (deux millions) d'euros soit :

- 1.020.000 (un million vingt mille) euros pour SUEZ Eau France et
- 980.000 (neuf cent quatre-vingt mille) euros pour DIJON METROPOLE.

Lors de la constitution, il est fait apport d'une somme en numéraire de 2.000.0000 (deux millions) d'euros, correspondant à 2.000 (deux mille) actions de 1.000 (mille) euros de nominal chacune, souscrites en totalité et libérées par moitié, soit un total de 1.000.000 (un million) d'euros, ainsi qu'il résulte du certificat établi par la Société Générale Agence : Centre d'Affaires La Défense Entreprises – TOUR MANHATTAN 5, Place de l'Iris – 92095 Paris La Défense Cedex, dépositaire des fonds, auquel est demeurée annexée la liste des souscripteurs avec l'indication pour chacun d'eux des sommes versées.

La libération du solde soit 1.000.000 (un million) d'euros interviendra en une ou plusieurs fois dans un délai de 5 ans à compter de l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

La somme versée, soit 1.000.000 (un million) euros, a été régulièrement déposée sur un compte ouvert au nom de la société en formation, à ladite banque.

### **7.3 Modifications du capital social**

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti par décision de l'Assemblée générale des Actionnaires, conformément aux lois et règlements en vigueur, ainsi que conformément aux stipulations de l'article 20 des Statuts.

La modification dans la répartition du capital devra s'effectuer en conformité avec les dispositions des articles L. 1541-1 et suivants du code général des collectivités territoriales.

Conformément à l'article L. 1541-1 du CGCT, Dijon Métropole devra, en toute hypothèse, détenir entre 34 % et 85 % du capital de la Société tout au long de la vie de la Société et SUEZ Eau France au moins 15 % du capital.

## **ARTICLE 8 - FORME LIBERATION ET INDIVISIBILITE DES ACTIONS**

### **8.1 Forme**

Les actions sont nominatives.

Elles donnent lieu à une inscription à un compte ouvert par la Société au nom de l'Actionnaire dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

### **8.2 Libération des Actions**

Lors de la constitution de la Société, les Actions en numéraire sont libérées, lors de la souscription, de la moitié au moins de leur valeur nominale.

Lors de l'augmentation de capital, les Actions en numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale, et le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Conseil d'administration, dans le délai de cinq (5) ans à compter de l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés en ce qui concerne le capital initial, et dans un délai d'un (1) an à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation du capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs trente (30) jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque Actionnaire.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des Actions entraîne, de plein droit, intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'Actionnaire défaillant, des mesures d'exécution forcée prévues par la loi à l'encontre des personnes de droit privé et de la mise en œuvre à l'encontre des personnes morales de droit public des procédures prévues aux articles L.232-14 et L.232-22 du CGCT relatives aux droits et libertés des collectivités territoriales.

Dans l'hypothèse où, pour des raisons tenant au principe de l'annualité budgétaire, DIJON METROPOLE n'a pas créé, au moment de l'appel de fonds, les moyens financiers destinés à y faire face, les intérêts de retard ne lui sont applicable que si elle n'a pas pris, lors de la première réunion de son assemblée délibérante suivant l'appel de fonds, une délibération décidant le versement des fonds appelés.

### **8.3 Indivisibilité des actions, nue-propriété, usufruit**

Les Actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les copropriétaires d'Actions indivises sont représentés aux Assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du propriétaire le plus diligent.

Le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les Assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire dans les Assemblées générales extraordinaires.

## **ARTICLE 9 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS**

Chaque Action donne droit à une part proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente, dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et réserves ou encore dans le boni de liquidation.

Elle donne, en outre, le droit de participer, de voter et d'être représenté dans les Assemblées générales, ainsi que d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

Les Actionnaires ne sont responsables du passif social de la Société qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations suivent l'Action quel qu'en soit le titulaire.

La possession d'une Action comporte de plein droit adhésion aux Statuts et aux décisions des Assemblées générales.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder un certain nombre d'Actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre feront leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de la location ou du prêt, de l'achat ou de la vente du nombre d'Actions nécessaires.

## **ARTICLE 10 - TRANSMISSION DES ACTIONS**

### **10.1 Dispositions générales**

Toutes les Cessions d'Actions seront portées dans le registre des mouvements de titres sur production d'un ordre de mouvement de titre.

Les Actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés.

En cas d'augmentation du capital, les Actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Toute Cession doit respecter les dispositions législatives et réglementaires, et notamment les dispositions des articles L. 1541-1 et suivants du CGCT et du droit de la commande publique relatives notamment à la cession de contrat. Les Actionnaires envisageant une Cession devront ainsi s'assurer, au préalable, du respect de ces dispositions avant tout projet de Cession. En particulier, ils devront s'assurer que la Cession ne constitue pas une modification substantielle du Contrat qui pourrait être de nature à remettre en cause la validité du Contrat que la Société doit exécuter.

Toute Cession d'Actions de la Société, effectuée en violation de l'engagement d'inaliénabilité prévue par les Statuts sera nulle et de nul effet.

## **10.2 Notification de la Cession**

Toute Cession devra être notifiée à la Société avec indication des éléments suivants (la « **Notification** ») :

- L'identité du cessionnaire (dénomination, forme juridique, siège social, RCS le cas échéant) et identité de la (des) entité(s) en détenant le contrôle ultime
- Le nombre d'Actions dont la Cession est envisagée
- Le prix offert (ou la valeur retenue lorsque la Cession ne prend pas la forme d'une vente) pour les Actions devant être transférées et les modalités de règlement de ce prix, en ce compris la date de règlement
- Le cas échéant, le montant de la créance dont l'Actionnaire cédant est titulaire à l'encontre de la Société (incluant le montant des intérêts courus mais non versés ou à échoir y afférents)
- L'indication du délai dans lequel la Cession doit être régularisée, lequel délai ne peut être inférieur à 120 (cent vingt) jours calendaires ni supérieur à 240 (deux cent quarante) jours calendaires, à compter de la Notification,
- La copie de l'engagement du Cessionnaire de prendre possession des Actions objets de la Cession, dans les conditions et selon les modalités décrites dans la Notification, et l'original d'une lettre du Cessionnaire confirmant adhérer aux engagements souscrits par le Cédant envers les autres Actionnaires, sous réserve de l'exercice des droits concurrents des Actionnaires prévus aux Statuts ou au Pacte d'actionnaires et de la réalisation effective de la Cession,
- Le cas échéant, les éléments de justification de la dispense de l'agrément prévu sous l'article 10.7 ci-dessous.

## **10.3 Conséquences de la Cession**

Toute Cession d'Actions par un Actionnaire entraînera concomitamment la cession ou, le cas échéant, le remboursement des comptes courants afférents conformément aux dispositions de l'article 11 ci-après.

Dans l'hypothèse d'une Cession de la totalité de ses Actions par un Actionnaire, le cédant s'engage à reprendre à sa charge les obligations existantes dans le cadre du Contrat.

Aucune garantie ne sera consentie par l'Actionnaire cédant dans l'hypothèse de Cessions entre Actionnaires autres que celles portant sur la propriété des Actions, l'absence de sûreté ou garantie les grevant et sur leur libre cessibilité (sous réserve des dispositions des Statuts et du Pacte d'actionnaires).

Dans l'hypothèse où les contrats de financement externes comporteraient une clause de résiliation anticipée en cas de changement de contrôle ou de modification de l'actionnariat de la Société, le cédant devra faire son affaire de l'accord de l'établissement de crédit concerné sur la Cession envisagée, de telle sorte que la Cession n'ait pas pour conséquence d'entraîner la résiliation anticipée dudit contrat de financement, l'exigibilité des sommes prêtées ou une modification défavorable des conditions de financement.

#### **10.4 Inaliénabilité / Non cession**

Afin d'assurer la stabilité nécessaire à la bonne réalisation de l'objet social, toutes les Actions de la Société, tous les titres pouvant donner droit - immédiatement ou à terme - à des Actions de la Société, ainsi que les démembrements de ces Actions et titres sont inaliénables pendant un délai de cinq (5) ans à compter de l'immatriculation de la société. Les Actionnaires ne pourront donc céder leurs Actions avant l'échéance de ce délai.

L'interdiction d'aliéner les Actions pendant le délai de cinq (5) ans ne s'applique pas aux Cessions Libres définis ci-dessous.

#### **10.5 Cession libre**

Les Parties conviennent qu'une Cession Libre pourra valablement intervenir entre un Actionnaire et un de ses Affiliés sous réserve (i) que la Cession porte sur la totalité des Actions détenues par l'Actionnaire concerné et (ii) que l'Affilié prenne l'engagement irrévocable de rétrocéder les Actions acquises et l'Actionnaire Cédant prenne l'engagement réciproque de les acquérir, dans l'hypothèse où le Cessionnaire cesserait d'être un Affilié du Cédant. L'Actionnaire cédant devra justifier de ces engagements réciproques auprès des autres Actionnaires et de la Société préalablement à la réalisation de la Cession Libre.

Tout Affilié Cessionnaire dans le cadre d'une Cession Libre s'engage à informer sans délai les autres Actionnaires et le président de la Société, de tout projet de changement de contrôle le concernant.

#### **10.6 Augmentation de capital**

En cas d'augmentation de capital par émission d'Actions en numéraire, la Cession des droits de souscription à quelque titre que ce soit est soumise à la même procédure que celle prévue pour la Cession d'Actions.

La Cession des droits d'attribution d'Actions gratuites est soumise aux mêmes conditions que celles des droits de souscription.

#### **10.7 Agrément**

De quelque manière qu'elle ait lieu, à titre gratuit ou onéreux, la Cession d'Actions est soumise à l'agrément du Conseil d'Administration conformément aux dispositions des articles L.228-23 et suivants du Code de commerce.

Le cédant doit adresser à la Société par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception une demande d'agrément indiquant les nom, prénoms et adresse du cessionnaire, le nombre des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital dont la cession est envisagée et le prix offert. Elle doit être accompagnée d'une attestation d'inscription en compte des actions dont la cession est projetée.

La décision prise par le Conseil d'administration n'est pas motivée. La décision d'acceptation est prise à la majorité des trois quarts des administrateurs présents ou représentés.

Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée. À défaut de notification dans les trois (3) mois qui suivent la demande d'agrément, l'agrément est réputé acquis.

Si la Société n'a agréé pas le cessionnaire proposé, le Conseil d'administration est tenu, dans le délai de trois (3) mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital, soit par un Actionnaire ou par un tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la Société, en vue d'une réduction du capital.

À défaut d'accord entre les parties, le prix des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital est déterminé par voie d'expertise, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Le cédant peut à tout moment aviser le Conseil d'administration, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, qu'il renonce à la cession de ses titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital.

Si, à l'expiration du délai de trois (3) mois, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par ordonnance du Président du tribunal de commerce statuant en la forme des référés, sans recours possible, l'Actionnaire cédant et le cessionnaire dûment appelés.

La cession au nom du ou des acquéreurs désignés par le Conseil d'administration est régularisée par un ordre de mouvement signé du cédant ou, à défaut, du Président du Conseil d'administration, qui le notifiera au cédant, dans les huit (8) jours de sa date, avec invitation à se présenter au siège social pour recevoir le prix de cession, qui n'est pas productif d'intérêts.

Les Actions détenues par DIJON METROPOLE ne peuvent être cédées qu'en vertu d'une décision de l'organe délibérant de cette dernière dans la même forme que la décision d'acquérir ou de recevoir.

Conformément à l'article L.1541-3 du CGCT, en cas de transformation, de fusion ou de rattachement de DIJON METROPOLE au sein d'une autre collectivité territoriale ou d'un groupement de collectivités territoriales, DIJON METROPOLE lui cède ses actions, à leur valeur nominale, à la date à laquelle la transformation, la fusion ou le rattachement est devenu exécutoire.

La collectivité territoriale ou le groupement de collectivités territoriales bénéficiaire de la cession est substitué au cédant dans tous les actes, délibérations, contrats et décisions en lien avec l'objet de la Société.

Par ailleurs, en cas de transfert de la compétence qui fait l'objet du Contrat conclu avec la Société par Dijon Métropole au bénéfice d'une autre collectivité territoriale ou d'un autre groupement de collectivités territoriales, DIJON METROPOLE lui cède ses Actions, à leur valeur nominale, à la date à laquelle le transfert de la compétence est devenu exécutoire. La collectivité territoriale ou le groupement de collectivités territoriales bénéficiaire de la cession est substitué au cédant dans tous les actes, délibérations, contrats et décisions en lien avec l'objet de la Société.

## **10.8 Droit de préemption**

En dehors de l'hypothèse des Cessions libres mentionnées à l'article 10.5, et au-delà de la période d'inaliénabilité stipulée à l'article 10.4, DIJON METROPOLE et SUEZ Eau France bénéficieront d'un droit de préemption statutaire portant sur toute cession à titre onéreux, apport ou échange de tout ou partie des actions détenues ou à détenir par l'autre Actionnaire ou ultérieurement cédées par lui, sous réserve cependant que l'opération n'amène pas la part de capital détenue par DIJON METROPOLE à devenir supérieure à 85 % du capital social ou inférieure à 34% ni celle de SUEZ Eau France inférieur à 15%.

L'exercice du droit de préemption n'est pas soumis à la procédure d'agrément prévue à l'article 10.7.

Le droit de préemption est mis en œuvre par voie de notification du projet de cession u au Président du Conseil d'administration qui le transmet au bénéficiaire du droit de préemption.

La notification doit être adressée nécessairement par lettre recommandée avec accusé de réception.

La notification du cédant doit comporter nécessairement les mentions suivantes :

- Les coordonnées du cédant pour notification de l'offre du cessionnaire ;
- La mention du nombre de valeurs mobilières concernées ;
- Le prix envisagé ou la méthode retenue pour la détermination de celui-ci ;
- L'identité du ou des cessionnaires (noms, adresses ou dénominations et sièges sociaux) ;
- Le délai de réponse dont disposent les bénéficiaires du droit de préemption ;
- Les modalités de la cession ;
- Les conditions de paiement ;
- Le cas échéant les liens financiers entre le promettant et le cessionnaire.

Le bénéficiaire du droit de préemption dispose d'un délai de 90 (quatre-vingt-dix) jours à compter de la notification du projet de cession par le cédant, pour se porter acquéreur de tout ou partie des titres.

Passé ce délai et en l'absence de préemption, ce dernier sera réputé avoir renoncé à l'exercice de son droit de préemption à raison de la notification envoyée par le cédant.

Ce dernier pourra alors céder les titres soumis à la procédure de préemption à (ou : aux) acquéreur(s) mentionné(s) dans la, pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours.

La notification par l'Actionnaire de son intention d'exercer le droit de préemption, comportera les mentions suivantes :

- L'identité du cessionnaire ;
- La mention du nombre de titres et/ou du pourcentage du capital social et/ou des droits de vote dont il exercera la préemption ;
- Le prix des titres à acquérir ;
- Les modalités de paiement.

À défaut de réalisation de la cession dans le délai imparti dans la notification, la procédure de préemption se renouvelle dans les mêmes conditions et les titres non préemptés devront faire l'objet, s'il y a lieu, d'une nouvelle procédure en cas de nouvelle cession envisagée.

En cas d'exercice du droit de préemption, la cession en résultant devra intervenir dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la notification faite au cédant.

## **ARTICLE 11 - COMPTES COURANTS**

Les Actionnaires pourront, le cas échéant et dans le respect de la réglementation applicable, faire des avances en compte-courant à la Société, afin de lui permettre de faire face à ses besoins de trésorerie et, le cas échéant, de financer son développement.

Toute demande d'avance en compte-courant de la Société devra émaner de son Directeur général et être notifiée à chacun des Actionnaires, lui présentant le montant global du besoin de financement, avec le détail du financement projeté dans sa globalité et dans sa répartition par Actionnaire.

Toute avance en compte courant doit faire l'objet d'une décision en Conseil d'administration adoptée à la majorité simple.

Le montant, les modalités de remboursement et la rémunération de l'avance nécessaire à la Société seront arrêtés dans la convention d'avance en compte courant à conclure entre la Société et le ou les Actionnaires.

Les Parties s'engagent à discuter de bonne foi les modalités de financement complémentaire éventuel aux fins de financement du projet.

Enfin toute Cession de la totalité de ses Actions par un Actionnaire entraînera automatiquement l'obligation pour le cessionnaire des Actions, de procéder au rachat, concomitamment aux Actions acquises des sommes mises à disposition au titre de ces avances en compte courant. La Société pourra également, à son seul choix, décider de rembourser par anticipation la totalité de l'avance en compte-courant de l'Actionnaire cédant la totalité de ses Actions.

DIJON METROPOLE pourra faire des avances en compte courant dans le respect des dispositions de l'article L. 1522-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

## **ARTICLE 12 - CONSEIL D'ADMINISTRATION**

### **12.1. Composition du Conseil d'administration**

La Société est administrée par le Conseil d'administration composé de 7 membres répartis comme suit :

- DIJON METROPOLE : 3 membres
- SUEZ Eau France : 4 membres

En outre peuvent assister aux réunions du Conseil d'administration sans voix délibérative toute personne dument convoquée par le Président de la Société, après accord de la majorité des administrateurs.

Le Directeur Général assiste au Conseil d'Administration, ainsi qu'une personne représentant DIJON METROPOLE Autorité Déléguée, sans voix délibérative.

Une personne morale peut être nommée administrateur.

En cas de démission, de décès ou de révocation d'un membre du Conseil d'administration, les Parties s'engagent à prendre toute décision, voter toute résolution et d'une manière générale à faire le nécessaire pour que le Conseil d'administration soit composé en permanence conformément aux règles susvisées.

## **12.2. Conditions requises pour accéder au Conseil d'administration**

Conformément à l'article L. 1541-1 - III du code général des collectivités territoriales, les sièges d'administrateurs sont attribués en proportion du capital détenu, ce nombre étant, le cas échéant, arrondi à l'unité supérieure.

La durée de fonction des premiers administrateurs autres que ceux de DIJON METROPOLE est de trois (3) ans.

Ces fonctions prennent fin à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat.

En cours de vie sociale, la durée de fonction des administrateurs autres que ceux de Dijon Métropole est de six (6) ans.

Ces fonctions prennent fin à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat.

Le mandat des représentants de DIJON METROPOLE prend fin au terme de leur mandat électif, sans pouvoir excéder 6 ans. Il est cependant prorogé jusqu'à la désignation de leur remplaçant par la nouvelle assemblée, leurs pouvoirs se limitant à la gestion des affaires courantes.

En cours de vie sociale, les administrateurs sont nommés, renouvelés ou révoqués par l'Assemblée générale ordinaire comme indiqué à l'article 12.3 des Statuts.

Les administrateurs sont rééligibles.

Les modalités de cumul des mandats sociaux sont régies par les lois et les règlements en vigueur.

## **12.3 Modalités de désignation des administrateurs**

Les administrateurs sont désignés, dans le respect de l'article L. 1541-1 du code général des collectivités territoriales, par les Actionnaires réunis en Assemblée générale.

#### **12.4 Dispositions applicables aux administrateurs représentants de Dijon Métropole**

Les représentants au Conseil d'administration de DIJON METROPOLE sont nommés par leur organe délibérant. Celui-ci peut renouveler ou révoquer leur mandat à tout moment. Dans ce cas, il pourvoit simultanément à leur remplacement et en informe le Conseil d'administration et l'Assemblée générale.

Ils ne peuvent, dans l'administration de la Société, exercer des fonctions de direction ou des fonctions entraînant la perception de rémunération ou d'avantages particuliers qu'en vertu d'une délibération expresse de l'assemblée qui les a désignés, cette délibération fixe le montant maximum des rémunérations ou avantages susceptibles d'être perçus ainsi que la nature des fonctions qui les justifient.

Conformément à l'article 1524-5 alinéa 4 du CGCT, la responsabilité civile des administrateurs résultant de l'exercice du mandat de DIJON METROPOLE incombe à ces collectivités.

#### **12.5 Dispositions applicables aux administrateurs représentant SUEZ Eau France**

Les administrateurs désignés par SUEZ Eau France peuvent être des personnes physiques ou morales. Dans ce dernier cas, celles-ci doivent, lors de leur nomination, désigner un représentant permanent, soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités que s'il était administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

En cours de vie sociale, les administrateurs représentant SUEZ Eau France sont nommés, renouvelés ou révoqués par l'Assemblée générale ordinaire. Ils sont toujours rééligibles.

#### **12.6 Délibération du Conseil d'administration**

Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, sur convocation de son Président à son initiative et sur demande du Directeur général ou sur demande du tiers au moins de ses membres, si le Conseil d'administration ne s'est pas réuni depuis plus de deux (2) mois.

Le Conseil d'administration se réunit au moins trois (3) fois par an.

Hors ces cas où il est fixé par le ou les demandeurs, l'ordre du jour est fixé par le Président et joint à la convocation. Chacun des administrateurs pourra ajouter des éléments à l'ordre du jour avant le Conseil d'administration.

Les convocations sont faites par tous moyens écrits : lettre simple ou recommandée, télécopie ou courrier électronique au moins cinq (5) jours ouvrés avant la convocation.

La convocation peut être verbale et sans délai si tous les administrateurs y consentent.

La réunion a lieu soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Tout administrateur peut donner pouvoir écrit à un autre administrateur de le représenter à une séance du Conseil d'administration.

Toutefois :

- Un représentant de DIJON METROPOLE ne peut donner mandat qu'à un autre représentant de DIJON METROPOLE ;
- Un mandat ne peut être donné qu'à un autre administrateur ;
- Chaque administrateur ne peut représenter qu'un seul des administrateurs au cours d'une même séance du Conseil d'administration.

Les délibérations du Conseil d'administration sont constatées dans des procès-verbaux établis conformément aux dispositions légales en vigueur et signés du président de séance et d'au moins un administrateur. En cas d'empêchement du président de séance, il est signé par deux administrateurs au moins.

Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance du Conseil d'administration tant en leur nom personnel que comme mandataire.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont certifiés par le Président du Conseil d'administration, le Directeur général, l'administrateur délégué temporairement dans les fonctions de Président ou un fondé de pouvoirs habilité à cet effet.

Les administrateurs, ainsi que toute personne appelée à assister aux réunions du Conseil d'administration, sont tenus à la discrétion à l'égard des informations présentant un caractère confidentiel et données comme telles par le Président du Conseil d'administration.

## **12.7 Règles de majorité relatives aux décisions prises par le Conseil d'Administration**

Le Président du Conseil d'administration devra veiller à ce que le rythme des séances du Conseil d'administration soit directement lié à l'activité opérationnelle de la Société et aux décisions à prendre en vue d'assurer une parfaite connaissance et une totale transparence auprès des administrateurs, avec notamment un suivi régulier du budget de la Société.

Le Président du Conseil d'administration de la Société et le Directeur Général sont tenus de communiquer à chaque administrateur tous les documents et informations nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Le Conseil d'administration ne délibère valablement que si la moitié au moins des administrateurs sont présents (ou réputés tels en cas de recours à la visioconférence).

Les décisions du Conseil d'administration sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés, à l'exception des Décisions Qualifiées listées ci-dessous qui sont adoptées à la majorité qualifiée des 2/3 (66,6%) des administrateurs présents ou représentés ou à l'unanimité des administrateurs présents ou représentés.

Est adoptée à la majorité qualifiée des 2/3 (66,6%) des administrateurs présents ou représentés :

- Tout projet de modification des Statuts à proposer à l'Assemblée générale ;

Sont adoptées à l'unanimité des administrateurs présents ou représentés :

- La signature de tout acte juridique tendant à une distribution ou à une répartition de dividendes supérieur à 100.000 euros, non prévus au Compte d'exploitation prévisionnel ou au budget annuel ;
- Toute décision tendant à augmenter l'engagement d'un Actionnaire.

Le Directeur Général et le(s) éventuels Directeur(s) général(aux) délégué(s) doivent consulter le Conseil d'administration et obtenir son autorisation, votée aux règles de majorité corrélative en fonction de la nature de l'acte, avant de réaliser (par eux-mêmes ou par leurs représentants ou délégués) toute opération ou action, passer tout acte ou conclure toute convention pour le compte de la Société dans les domaines relevant des décisions soumises au Conseil d'administration conformément au présent article.

En cas de partage, la voix du président de séance est prépondérante.

### **ARTICLE 13 - PRESIDENCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Le Conseil d'administration désigne son Président parmi ses membres. Le Président du Conseil d'administration est un représentant de DIJON METROPOLE. Le Président est nommé pour une durée qui ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur. Il est rééligible. Le Conseil d'administration peut le révoquer à tout moment.

Le Président du Conseil d'administration représente le Conseil d'administration. Il organise et dirige les travaux de celui-ci, dont il rend compte à l'Assemblée générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure en particulier que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

Le Conseil d'administration peut également désigner un ou plusieurs vice-Présidents, auxquels le Président peut confier toutes missions d'assistance ou de contrôle qu'il juge utiles.

En cas d'absence du Président, la séance du Conseil d'administration est présidée par l'un des vice-Présidents. A défaut, le Conseil désigne, parmi ses membres, le président de séance.

La fonction de Président du Conseil d'administration est exercée à titre onéreux.

### **ARTICLE 14 - POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'Actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations toutes les affaires qui la concernent.

Il détermine les modalités d'exercice de la direction générale, et en informe les Actionnaires et les tiers, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Il autorise les cautions, avals et garanties donnés par la Société dans les conditions de l'article 12.7.

Il procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportun. Chaque administrateur reçoit toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut se faire communiquer tous les documents qu'il estime utiles.

## **ARTICLE 15 - DIRECTION GENERALE**

La direction générale est assumée, sous sa responsabilité, par le Directeur général. Le Directeur général est nommé par le Conseil d'administration dans les conditions de l'article 12.7.

Le Conseil d'administration détermine la rémunération et les limitations éventuelles des pouvoirs des fonctions du Directeur général dans les conditions de l'article 12.7.

Le Directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société. Il exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées d'Actionnaires ainsi qu'au Conseil d'administration.

Le Directeur général représente la Société à l'égard des tiers.

La Société est engagée même par les actes du Directeur général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Les dispositions des Statuts ou les décisions du Conseil d'administration limitant les pouvoirs du Directeur général sont opposables aux tiers.

Le Directeur général est révocable à tout moment par le Conseil d'administration. Si cette révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts.

## **ARTICLE 16 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET UN ADMINISTRATEUR OU UN DIRECTEUR GENERAL**

Toute convention intervenant entre la Société et l'un de ses administrateurs, son Directeur général, l'un de ses directeurs généraux délégués, l'un de ses Actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 5 % ou s'il s'agit d'une société Actionnaire, la société la contrôlant, doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'administration.

Il en est de même des conventions auxquelles une de ces personnes est indirectement intéressée ou dans lesquelles elle traite avec la Société par personne interposée.

Sont également soumises à autorisation préalable les conventions intervenant entre la Société et une entreprise, si le Directeur général, le ou l'un des administrateurs de la Société, est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, membre du Conseil de surveillance ou, de façon générale, dirigeant de cette entreprise.

Il en va notamment ainsi des contrats conclus entre la Société et SUEZ Eau France pour l'exécution du Contrat.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes de la Société et conclues à des conditions normales. Cependant, ces conventions sont communiquées par l'intéressé au président du Conseil d'administration. La liste et l'objet desdites conventions sont communiqués par le Président aux membres du Conseil d'administration et aux commissaires aux comptes et font l'objet d'un rapport spécial.

La personne intéressée (administrateur, Directeur général ou directeur général délégué intéressé ou Actionnaire) est tenue d'informer le Conseil d'administration dès qu'il a connaissance d'une convention soumise à autorisation. Elle ne peut prendre part au vote sur l'autorisation sollicitée.

Le Président du Conseil d'administration donne avis aux commissaires aux comptes de toutes les conventions autorisées et soumet celles-ci à l'approbation de l'Assemblée générale. Les commissaires aux comptes présentent, sur ces conventions, un rapport spécial à l'assemblée, qui statue sur ce rapport. La personne intéressée ne peut pas prendre part au vote et ses Actions ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

Ces conventions sont autorisées dans les conditions prévues par la loi.

Il est interdit aux administrateurs de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. La même interdiction s'applique au Directeur général, aux directeurs généraux délégués et aux représentants permanents des personnes morales administrateurs.

## **ARTICLE 17 - COMMISSAIRE AUX COMPTES**

Le contrôle de la Société est effectué par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires, nommés et exerçant leur mission conformément à la loi.

## **ARTICLE 18 - ASSEMBLEES GENERALES**

### **18.1. Convocation**

Les Assemblées générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions fixées par la loi.

Les décisions collectives des Actionnaires sont prises en Assemblées générales ordinaires, extraordinaires ou spéciales selon la nature des décisions qu'elles sont appelées à prendre.

Les Assemblées générales sont convoquées soit par le Conseil d'administration, soit par les commissaires aux comptes, soit par un mandataire désigné en justice dans les conditions prévues par la loi.

Les réunions ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation. La convocation est effectuée quinze jours avant la date de l'assemblée, soit par insertion d'un avis dans un journal d'annonces légales du département du lieu du siège social, soit par lettre simple ou recommandée adressée à chaque Actionnaire. Dans le premier cas, chacun d'eux doit être également convoqué par lettre simple.

### **18.2 Présidence de séance**

Les Assemblées générales sont présidées par le Président du Conseil d'administration ou, en son absence, par un vice-Président ou par un administrateur spécialement délégué à cet effet par le conseil. A défaut, l'assemblée désigne elle-même son Président.

### **18.3 Participation des Actionnaires aux décisions**

Tout Actionnaire a le droit d'assister aux Assemblées générales et de participer aux délibérations personnellement ou par mandataire et dispose d'un nombre de voix égal à celui des Actions qu'il possède, dès lors qu'elles ont été libérées des versements exigibles, sur justification de son identité et de la propriété des Actions.

Tout Actionnaire ne peut se faire représenter que par un autre Actionnaire. A cet effet, le mandataire doit justifier de son mandat.

L'Actionnaire, personne morale, est représenté par une personne physique qui peut être soit un représentant légal, soit un tiers non Actionnaire dûment habilité à le représenter.

DIJON METROPOLE est représenté par son représentant légal, par un délégué de ce représentant ou par un délégué spécial désigné par l'organe délibérant et ayant reçu pouvoir à l'effet de représenter l'EPCI.

Tout Actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire établi et adressé à la Société selon les conditions fixées par la loi et les règlements. Ce formulaire doit parvenir à la Société par courrier, télécopie ou courrier électronique, au plus tard le jour précédent la tenue de l'assemblée pour être pris en compte.

Seront en outre réputés présents, pour le calcul du quorum et de la majorité, les Actionnaires qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunications permettant leur identification et dont la nature et les conditions d'application sont déterminées par la réglementation en vigueur.

Tout Actionnaire a le droit d'obtenir communication des documents nécessaires pour lui permettre de statuer en toute connaissance de cause sur la gestion et la marche de la Société. La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi et les règlements.

Une feuille de présence, dûment émargée par les Actionnaires présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire, et le cas échéant les formulaires de vote par correspondance, est certifiée exacte par le Président ou le cas échéant le président de séance.

### **18.4 Procès-verbal**

Toute délibération de l'Assemblée générale des Actionnaires est constatée par un procès-verbal établi et signé par le Président et, le cas échéant, par le président de séance.

Le procès-verbal indique la date et le lieu de réunion, les nom, prénom et qualités du président de séance, les noms et prénoms des Actionnaires présents et représentés avec l'indication du nombre de parts détenues par chacun d'eux, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, les textes et résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

### **18.5 Décisions collectives ordinaires**

Elle ne délibère valablement sur première convocation que si les Actionnaires présents ou représentés possèdent au moins le cinquième des Actions ayant le droit de vote.

Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

Dans les assemblées, ou lors de consultations écrites et sauf disposition expresse contraire des Statuts, les décisions sont adoptées par un ou plusieurs Actionnaires représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si cette majorité n'est pas obtenue, les Actionnaires sont convoqués ou consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre de votants.

L'Assemblée générale ordinaire est réunie au moins une fois par an, dans les délais légaux et réglementaires en vigueur, pour statuer sur les comptes.

### **18.6 Décisions collectives extraordinaires**

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions modifiant les Statuts sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Les décisions collectives extraordinaires ne peuvent valablement être prises que si les Actionnaires présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le quart des actions et, sur deuxième convocation, le cinquième de celles-ci. A défaut de ce quorum, la deuxième assemblée peut être reportée à une date postérieure de deux (2) mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Dans l'un ou l'autre de ces deux cas, les modifications sont décidées à la majorité des deux tiers des actions détenues par les Actionnaires présents ou représentés.

## **ARTICLE 19 - EXERCICE SOCIAL**

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1er janvier et finit le 31 décembre.

Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés et se terminera le 31 décembre 2020.

## **ARTICLE 20 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS**

Chaque année, il doit être réuni dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice une Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Les décisions sont adoptées dans les conditions prévues pour les décisions collectives ordinaires.

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi. A la clôture de chaque exercice, le Conseil d'administration dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les

charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat. Le Conseil d'administration établit le rapport de gestion sur la situation de la Société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi et toutes autres éléments d'information prévus par la loi.

Ce rapport ainsi que les comptes annuels sont présentés par le Conseil d'administration à l'Assemblée générale ordinaire annuelle d'approbation des comptes.

## **ARTICLE 21 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES**

Si les comptes de l'exercice approuvés par l'Assemblée générale font apparaître un bénéfice distribuable tel qu'il est défini par la loi, l'Assemblée générale décide de l'inscrire à un ou plusieurs postes de réserves dont elle règle l'affectation ou l'emploi, de le reporter à nouveau ou de le distribuer.

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5%) au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Le solde, s'il en existe, est réparti entre tous les Actionnaires proportionnellement au nombre d'Actions appartenant à chacun d'eux.

L'Assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevés sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors les cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux Actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les Statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Toutefois, après prélèvement des sommes à porter en réserve en application de la loi, l'Assemblée générale peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Les pertes, s'il en existe, sont après approbation des comptes par l'Assemblée générale, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

## **ARTICLE 22 - PAIEMENT DES DIVIDENDES**

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite, s'il y a lieu, des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il

peut être distribué des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

L'Assemblée générale peut accorder aux Actionnaires pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions dans les conditions légales.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'Assemblée générale ou, à défaut, par le Conseil d'administration.

La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf (9) mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

### **ARTICLE 23 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL**

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Conseil d'administration est tenu, dans les quatre (4) mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'Assemblée générale extraordinaire des Actionnaires, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés anonymes, et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

### **ARTICLE 24 - TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ**

La Société ne peut pas se transformer en société d'une autre forme.

### **ARTICLE 25 - DISSOLUTION - LIQUIDATION**

Sous réserve des cas de dissolution judiciaire prévues par la loi, à l'expiration du terme fixé par la Société ou en cas de dissolution anticipée, l'Assemblée générale règle les modalités de la liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

Le liquidateur représente la société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et répartir le solde disponible.

L'Assemblée générale des Actionnaires peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Conformément aux stipulations du Contrat, il est déjà prévu que l'ensemble des biens, meubles ou immeubles nécessaires au fonctionnement du service public feront nécessairement retour gratuitement à DIJON METROPOLE lors de la liquidation de la société dans les conditions posées audit Contrat.

Les biens de reprise seront repris par DIJON METROPOLE si elle le souhaite et selon les modalités prévues par le Contrat.

Les biens non transférés à DIJON METROPOLE en vertu des stipulations de la convention de concession seront répartis conformément aux dispositions du code de commerce et du pacte d'actionnaires : après remboursement des apports aux Actionnaires, en cas de boni de liquidation, celui-ci sera réparti entre ces derniers en proportion du capital social détenu par chacun d'eux.

## **ARTICLE 26 - CONTESTATIONS**

Toutes contestations pouvant s'élever au cours de la vie de la société ou de sa liquidation entre les Actionnaires et la société, ou entre Actionnaires eux-mêmes concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'application des statuts seront de la compétence exclusive des tribunaux dans le ressort desquels est établi le siège social de la Société.

## **ARTICLE 27 - ACTES ACCOMPLIS OU A ACCOMPLIR POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION**

La Société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés. Il est annexé aux Statuts un état des actes passés pour le compte de la société en formation et l'engagement qui en résulte pour la Société.

Leur signature emporte reprise desdits engagements. Les Actionnaires ont pris connaissance de cet état avant la signature des Statuts.

## **ARTICLE 28 - DESIGNATION DU PREMIER COMMISSAIRE AUX COMPTES**

Est nommé jusqu'à l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022, en qualité de commissaire aux comptes titulaire :

ERNST & YOUNG ET AUTRES,  
1-2, place des Saisons - Paris La Défense 1 – 92400 COURBEVOIE

Le commissaire ainsi nommé a accepté le mandat qui lui est confié et déclare satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour l'exercice de ce mandat.

## **ARTICLE 29 - DESIGNATION DES PREMIERS ADMINISTRATEURS**

Les premiers administrateurs nommés sont les suivants :

**Pour DIJON METROPOLE :**

- [●] ;
- [●] ;
- [●] ;

**Pour SUEZ Eau France :**

- **Béatrice ARBELOT**, née le 29 septembre 1971 à SURESNES (92) le demeurant 13bis rue de Brazza – 92800 PUTEAUX ;
- **Catherine BOURGUIGNON** née le 13 juillet 1965 à CRETEIL (93), demeurant 24 rue d'Amont – 21250 VILLY LE MOUTIER ;
- **Marc BONNIEUX**, né le 24 mai 1971 à RENNES (35), demeurant 35 rue Vannerie – 21000 DIJON ;
- **Massimiliano PELLEGRINI**, né le 28 septembre 1973 à PESCARA (Italie), demeurant 16 rue de Civry – 75016 PARIS

Les administrateurs ainsi nommés ont accepté le mandat qui leur est confié et déclarent satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour l'exercice de ce mandat.

**ARTICLE 30 - DESIGNATION DU PREMIER DIRECTEUR GENERAL**

Le premier directeur général nommé est le suivant :

**Geoffroy DELEVAL**, né le 09 mars 1981 à UCCLE (Belgique), domicilié à l'effet de la présente 9C, rue René Char – 21000 DIJON.

Le Directeur Général ainsi nommé a accepté le mandat qui lui est confié et déclare satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour l'exercice de ce mandat.

Sa nomination sera confirmée lors de la réunion du premier Conseil d'administration.

**ARTICLE 31 - FRAIS**

Les frais, droits et honoraires des Statuts et de ses suites seront pris en charge par la société lorsqu'elle aura été immatriculée au Registre du commerce et des sociétés.

**ARTICLE 32 - POUVOIRS - PUBLICITÉ**

Tous pouvoirs sont donnés à SUEZ Eau France ou à son mandataire pour effectuer les formalités de publicité relatives à la constitution de la société et notamment :

- Pour signer et faire publier l'avis de constitution dans un journal d'annonces légales dans le département du siège social ;
- Pour faire procéder à toutes formalités en vue de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés ;
- Et plus généralement pour accomplir les formalités prescrites par la loi.

## **ARTICLE 33 - LISTE DES ANNEXES**

Sont annexés aux Statuts :

- Etat des actes passés pour le compte de la société en formation

Fait à DIJON,

Le

En quatre exemplaires originaux

### **DIJON METROPOLE**

Représentée par [ ]

[Qualité]

### **SUEZ Eau France**

Représentée par Massimiliano PELLEGRINI

Directeur Général Délégué

## **ANNEXE 1**

### **ETAT DES ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION AVANT L'IMMATRICULATION DE LA SOCIETE**

- Ouverture d'un compte bancaire auprès de la Société Générale Agence : Centre d'Affaires La Défense Entreprises – TOUR MANHATTAN 5, Place de l'Iris – 92095 Paris La Défense Cedex, pour le dépôt des fonds constituant le capital social de la Société